

PIGS : cochons de marchés ou Les raisons de la colère¹

Jean-Marie Harribey

***L'Humanité*, 4 mars 2010**

Si on veut voir un condensé des dégâts et des échecs du capitalisme néolibéral, il suffit d'observer la pression énorme que font peser les marchés financiers sur la Grèce et le tapage politico-médiatique qui entoure le « sauvetage » de ce pays par l'Union européenne. Comment desserrer cet étau financier ?

Sauvés de la crise, ils organisent la curée

La crise magistrale que le monde connaît depuis 2007 est entièrement l'œuvre des marchés financiers parvenus au paroxysme de leur développement et ayant tellement tiré sur la corde de la spéculation qu'elle a fini par casser. Derrière les marchés financiers, entendons les fonds d'investissement privés, les banques, les fonds de pension, etc. Tous avaient bénéficié pendant la période euphorique précédant la crise des largesses du crédit pour participer à la restructuration permanente de leurs affaires et s'emparer de toute activité prometteuse. Et tous ont appelé au secours les banques centrales puis les États pour les sauver de la faillite, absorber leurs titres pourris et les faire endosser par la collectivité. Les ménages états-uniens modestes y ont perdu leur logement, nombre de salariés de par le monde leur emploi et les contribuables sont promis tôt ou tard à renflouer par leurs impôts les caisses vidées des États.

En effet, le côté ubuesque de cette crise est que les États ont multiplié les plans de relance de l'économie en empruntant des sommes folles auprès des marchés financiers qu'ils venaient de sauver de l'effondrement. Les déficits publics atteignent des niveaux records (10% du PIB aux États-Unis, 12% au Royaume-Uni, 8,4% en France, 11% en Espagne et 12,3% en Grèce). Idem pour les dettes publiques (plus de 200% du PIB au Japon, 90% aux États-Unis, 112% en Italie, 72% en France et 112% en Grèce).

Et que font les opérateurs financiers ? Ils sonnent l'hallali. La Grèce a besoin d'emprunter 20 petits milliards (à comparer avec les 11 000 milliards injectés dans le monde depuis trois ans) entre avril et mai prochains et se voit imposer des taux d'intérêt de 6,76% pour placer ses bons du Trésor, près de deux fois supérieurs à ceux que les pays considérés comme vertueux doivent acquitter.

Des pays classés vertueux ou bien mauvais payeurs par qui ? Par les agences de notation, celles-là mêmes dont la clairvoyance prévisionniste fut légendaire dans les années 2000 et dont se servent les marchés financiers pour désigner les cibles qu'ils viseront tour à tour, les PIGS, selon le surnom péjoratif donné au Portugal, à l'Irlande, la Grèce, l'Espagne et bientôt l'Islande : attaquer les maillons faibles pour profiter des potentialités de gains à court terme et exiger des primes de risque exorbitantes, alors qu'en fait de risque celui-ci est toujours au bout du compte externalisé sur la société.

La faillite européenne

L'Union européenne apporte elle-même la preuve que les principes qui la guident sont ceux qui ont provoqué la crise et qui empêchent d'y remédier. Bridés par les traités de Maastricht à Lisbonne, ni les États membres ni l'Union en tant que telle ne peuvent faire appel à la Banque centrale européenne pour emprunter les sommes nécessaires pour sortir du borbier. Condamnés à demander l'aumône chèrement payée aux institutions financières. Quitte à voir les banques se refinancer auprès de la BCE en mettant en pension des bons d'État.

Drapée dans la fausse vertu de la concurrence, l'Union n'est pas conçue pour construire la solidarité entre vingt-sept pays à des niveaux de développement et de puissance politique très inégaux. Paralysée en 2007 et 2008 devant la déferlante de la crise mondiale, elle est restée muette depuis plus d'un an que les exigences financières imposées à la Grèce s'étaient accrues et que, par contrecoup,

¹ *L'Humanité* a titré : « Pigs ! Lorsqu'un maillon faible cède, c'est toute la chaîne qui est brisée ».

toute la zone euro était menacée d'éclatement. Aucun dispositif n'est prévu pour anticiper les difficultés que peut connaître un pays membre et l'aider à les dépasser. Puisque la concurrence libre et non faussée doit régner, la solidarité n'est ni de mise ni permise : les articles 102 à 104 du traité sur le fonctionnement de l'UE interdisent que l'Union garantisse la dette d'un État membre de la zone euro.

Mais chacun sait que lorsqu'un maillon faible cède, c'est toute la chaîne qui est brisée. Aussi, l'Allemagne et la France ont été contraintes de prendre la tête d'une réaction avant qu'il ne soit trop tard, tout en faisant en sorte que cela n'apparaisse pas comme un fait de l'Union qui constituerait un précédent exprimant le besoin d'une Europe politique. En exigeant un plan grec d'austérité encore plus sévère, la chancelière allemande et le président français ne doivent pas se souvenir qu'en 2003 leurs pays avaient violé les règles qu'ils avaient instituées prévoyant des sanctions en cas de déficits excessifs ? Bref, fiasco, cacophonie et impasse d'une « gouvernance » néolibérale de l'Union et de l'euro dont la prétendue qualité de « bouclier anti-crise » s'est évanouie.

Halte au feu !

L'incendie de la crise n'est pas éteint. Les flammes sont prêtes à rejaillir dès lors que la finance, ragaillardie par les fonds publics, souffle sur les braises. Les populations les plus fragiles font les frais des frasques des financiers et de l'impéritie des gouvernants : hier, les peuples du Sud affamés par la spéculation sur les céréales et les terres, aujourd'hui, les travailleurs grecs qui subissent un plan d'austérité destructeur, demain, d'autres encore.

Face aux événements actuels, les propositions de rupture avec l'ordre néolibéral prennent un relief saisissant, notamment :

- des taxes dissuasives sur les transactions financières ;
- suppression des marchés de gré à gré pour empêcher les échanges de titres d'assurances contre les défaillances (CDS, credit default swaps), par lesquels la spéculation se nourrit d'elle-même ;
- contrôle public du secteur bancaire pour resocialiser la monnaie ;
- diminution drastique de l'écart des revenus.

Comme dans les années 1930 décrites par John Steinbeck, les raisins de la colère sont trop pressés. Nous avons toutes les raisons de refuser une situation insoutenable.